

au ministre de France en faisait un document officiel, un gage donné au gouvernement français que le Souverain Pontife, quels que fussent les excès auxquels il se porterait, refuserait de laisser tomber une parole de blâme. Cela paraissait bien dur. Le Pape n'aime pas à engager l'avenir, à mettre par avance des entraves à sa liberté d'action, et ici il se liait vis-à-vis du gouvernement, lui concédant par avance un laisser passer général et universel.

Une petite note de l'*Osservatore Romano*, le jour même ou paraissait le télégramme de la Stefani qui reproduisait cette lettre d'après le *Matin*, disait que cette lettre n'existait pas. Le *Matin* maintint sa version, la presse romaine garda le silence. Or vraiment la lettre n'a pas existé, et nous en avons pour preuve non seulement le démenti de l'*Osservatore Romano*, mais encore celui de M. de Navenne, qui, interrogé par plusieurs personnes, a déclaré positivement que jamais il n'avait vu cette prétendue lettre que lui aurait adressée le cardinal Rampolla, et qui était publié à Paris avant qu'il l'eût lue à Rome.

Comment expliquer l'attitude du *Matin*. Les uns ont dit que le journaliste en question, venu pour interviewer le Souverain Pontife, avait oui de M. de Navenne les motifs plausibles pour lesquels Léon XIII refusait l'audience demandée. Par un procédé assez fréquent en journalisme, le rédacteur aurait donné à la conversation l'allure d'une lettre, et attribué au cardinal Rampolla ce que lui aurait dit M. de Navenne.

Mais il y a une autre version qui offre un fond plus grand de vérité. Tout l'incident aurait été échafaudé à Paris dans les bureaux du *Matin*, journal gouvernemental, pour obliger le Souverain Pontife à se prononcer. Comme on savait qu'il ne pouvait pas se ranger du côté du gouvernement français, qu'il ne voulait pas prendre une attitude décidée en faveur des Congrégations, on espérait que cette lettre ne serait pas démentie, ou le serait d'une façon insuffisante. Le gouvernement français bénéficierait alors de cette réserve pontificale qu'il s'efforceraient, dans ses journaux, de transformer en approbation plus ou moins implicite.